


MEDIAPART

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ENTRETIEN

« La pensée nationaliste a une véritable obsession pour l'école »

L'extrême droite puise son inspiration dans Vichy ou l'époque coloniale, tout en observant Bolsonaro, Orbán, Trump ou encore Meloni. Entretien avec Grégory Chambat, professeur de collège à Mantes-la-Ville et auteur de « Quand l'extrême droite rêve de faire école, une bataille culturelle et sociale ».

Mathilde Goanec - 11 décembre 2023 à 17h23

Grégory Chambat, professeur en collège à Mantes-la-Ville dans les Yvelines, militant du syndicat Sud Éducation, a publié fin novembre un essai aux éditions du Croquant, *Quand l'extrême droite rêve de faire école, une bataille culturelle et sociale*. Une alerte sur la manière dont les obsessions du Rassemblement national (RN) s'enracinent dans le débat public et dans les politiques menées en France, mais également un minutieux descriptif des premières mesures prises par l'extrême droite à l'étranger, une fois main basse faite sur le pouvoir en Italie, au Brésil, en Hongrie, aux États-Unis, etc.

L'enseignant sait de quoi il parle : sa ville a été la seule d'Île-de-France à avoir été dirigée par le Front national, entre 2014 et 2020.

Mediapart : L'extrême droite s'est toujours intéressée à l'école, pourquoi jugiez-vous important de le rappeler ?

Grégory Chambat : Mon idée était, dans le livre, de mettre en écho ce qui se passe depuis 150 ans et la situation actuelle. On peut évoquer, par exemple, Édouard Drumont dans son journal antisémite *La Libre Parole*, à la fin du XIX^e siècle, et son acharnement contre Paul Robin, qui avait monté un orphelinat public d'inspiration libertaire à Cempuis, et qui a été la cible d'une campagne féroce, critiquant son ambition de mixité, son internationalisme, considérant qu'il ne

favorisait pas l'amour de la patrie. Peu avant la Première Guerre mondiale, dans le sillage de l'affaire Dreyfus, des ligues s'insurgent elles aussi contre l'école « *sans Dieu et sans patrie* », le « *cosmopolitisme* » ; elles parlent déjà de « *roman national* ». Et puis, bien sûr, rappeler la campagne plus connue menée par l'extrême droite contre Célestin Freinet, qui a abouti à la démission de cet enseignant de l'Éducation nationale.

Ces rappels ne sont pas annexes ou anecdotiques. La pensée nationaliste et réactionnaire a une véritable obsession pour les questions d'éducation, un sujet qui concerne tout le monde, donc qui renferme un potentiel d'audience et électoral énorme. Et puis, on le constate, lorsque ces courants arrivent au pouvoir, l'un de leurs premiers gestes est la mise sous tutelle de ce ministère.

Est-ce pour cette raison que vous revenez assez longuement sur le laboratoire qu'a pu être le régime de Vichy ?

Il me fallait répondre à cette phrase que l'on entend très souvent : « Oui, l'extrême droite, c'est mal mais on n'a jamais essayé. » À ce titre, l'exemple de Vichy est très pertinent. D'abord, c'est une période revendiquée par exemple par Éric Zemmour et qui reste une référence pour d'autres. Surtout, Pétain a commencé à construire sa doctrine bien avant d'arriver réellement au pouvoir : il montre un puissant intérêt pour les questions éducatives, va fréquenter le cercle Fustel de Coulanges, une émanation de l'Action française. Au lendemain du 6 février 1934, dans le cadre du gouvernement d'Union nationale, Pétain devient ministre de la guerre et il demande à obtenir en même temps le poste de ministre de l'éducation nationale. Cela ne lui sera pas accordé mais tout au long de son mandat comme ministre, il va envoyer des notes de surveillance sur des institutrices et instituteurs suspectés d'être trop à gauche.

Quand il arrive au pouvoir, il va d'ailleurs énoncer clairement que si la France a perdu la guerre, ce n'est pas la faute des militaires, mais celle des instituteurs. Ses toutes premières mesures, avant même d'avoir les pleins pouvoirs, sont dans la même veine : mise au pas des personnels, fermeture des écoles normales, finalement

interdiction des syndicats, puis rétablissement des devoirs envers Dieu, retour des crucifix dans les écoles, lourde insistance sur le sport. Il y a la volonté affichée de rééduquer les corps pour les mettre au service du projet national.

D'après ce qu'ont dit ou écrit ses dirigeants, à quoi pourrait ressembler le programme du Rassemblement national pour l'école ?

L'histoire est en zigzag, mais dès la première campagne électorale du Front national (FN, devenu Rassemblement national en 2018), on trouve déjà un volet éducation important, rédigé par Gérard Longuet. Il faut cependant distinguer deux périodes : celle des années 1980-90, au cours desquelles le FN va promouvoir un modèle ultralibéral inspiré du Chili de Pinochet, avec un « chèque éducation » à disposition des familles, un très fort soutien de l'enseignement privé, un dynamitage par le bas.

La deuxième période arrive avec Florian Philippot, fils de directeur d'école, qui vient du chevènementisme. Le FN se place à cette époque dans l'idée de réellement prendre le pouvoir et espère alors changer l'école par en haut, avec un programme qu'il s'agira de dérouler une fois dans la machine de l'État. L'idée est d'arrêter d'insulter en permanence le corps enseignant et de se poser en « défenseur » de l'école, car c'est un secteur où les idées d'extrême droite n'ont pas bonne presse mais où le potentiel de progression électorale est énorme. Le Front national va alors miser sur la question des violences en plaçant la responsabilité sur le dos des personnes immigrées. Depuis l'arrivée d'Éric Zemmour, on assiste à une sorte de partage des tâches entre Reconquête et le RN, mais la dimension raciste perdure. Si le niveau baisse, c'est qu'on accueillerait, selon l'extrême droite, « trop d'immigrés ».

Marine Le Pen, dans son programme de 2022, appelait aussi à la suppression de l'éducation prioritaire, pourquoi ?

En effet, le député Roger Chudeau, auteur du programme éducatif de Marine Le Pen, a même écrit une note pour l'institut de formation de Marion Maréchal-Le Pen sur le sujet, pour faire « rempart contre l'islamisme » dans l'école publique... C'est leur obsession, ils considèrent

que trop d'argent est mis pour les enfants issus de l'immigration, alors que les enfants blancs issus des campagnes seraient défavorisés.

Tout ça vient de plus loin. L'éducation prioritaire, c'est la gauche, c'est tout ce qu'ils détestent, dans une vision fausse de l'égalité. L'extrême droite prétend vouloir « donner les mêmes moyens à tout le monde ». Mais en réalité, donner les mêmes moyens à tout le monde renforce les inégalités.

Le refus de l'égalité des sexes et l'éducation à la sexualité sont une autre bataille à laquelle elle ne renonce pas...

Éric Zemmour, clairement non, puisqu'il n'a aucun mal à affirmer que les femmes sont inférieures aux hommes. Au RN, ce n'est plus mis en avant de manière si caricaturale mais le parti n'est pas monolithique. Les questions de genre ou l'enseignement de la vie affective et sexuelle restent une vraie ligne rouge qui fédère et fonctionne très bien, de la « théorie du genre » aux « journées de retrait » au moment des ABCD de l'égalité, jusqu'aux Parents vigilants, qui en font leur fonds de commerce... Ce n'est pas propre à la France. La Belgique s'y est confrontée récemment, et on a vu Bolsonaro, le Guide du zizi sexuel à la main [une bande dessinée de Zep et Hélène Bruller – ndr], s'insurger pendant sa campagne présidentielle contre les discours que tiendrait l'école sur la sexualité.

L'extrême droite semble également attachée à une école qui oriente tôt, dans un lien très étroit avec le monde économique et le travail.

L'extrême droite ne remet pas en question l'ordre social et économique, bien au contraire. Et la référence – surprenante à première vue – à l'école de Jules Ferry repose en réalité sur la nostalgie d'un système fondé sur la reproduction et la légitimation de l'ordre social et moral. Il s'agissait d'un système à deux entrées, l'école primaire pour le peuple et le collège et le lycée, publics mais payants, pour les enfants de l'élite, sans passerelle entre les deux. Dans cette envie d'en finir avec le collège unique, d'orienter dès la cinquième, donc à 12 ans, on retrouve cette histoire-là.

Vous écrivez que « l'extrême droite ne rôde pas

seulement à la porte des établissements scolaires, elle y fait déjà son nid ». Pourquoi parler de victoire idéologique du discours identitaire sur l'école ?

Le pire c'est que ce n'est pas moi qui le dis, mais Marine Le Pen elle-même, quand quelques mois seulement après l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, elle salue son ministre Jean-Michel Blanquer. Éric Zemmour aussi était un admirateur de Blanquer, tout comme la presse conservatrice, qui en a fait son héros.

On ne peut pas attaquer les positions de l'extrême droite sans s'attaquer aussi à la manière dont est géré aujourd'hui le système éducatif par le pouvoir en place. L'exemple le plus flagrant étant peut-être cette réhabilitation publique de l'uniforme par Brigitte Macron puis Gabriel Attal, qui a déclaré être d'accord pour des expérimentations.

L'exemple est certes flagrant mais aussi, peut-être, anecdotique.

C'est symbolique mais c'est tout un imaginaire qui est convoqué par l'uniforme. L'extrême droite a remporté sa bataille, aidée par des alliés venus de plus loin que son cercle d'influence habituel, en faisant croire que l'échec du service public de l'éducation venait du fait que l'on avait abandonné les méthodes d'antan, que l'on avait renoncé à l'école de Jules Ferry, et tant pis si cette école était fondamentalement inégalitaire !

L'uniforme n'a jamais existé, la méritocratie non plus, ce sont des mythes. Dans le manuel d'apprentissage de la lecture *Le Tour de France par deux enfants*, sorte d'idéal type de l'école d'avant, certes deux enfants d'ouvriers font le tour de France, mais ils finissent par revenir en Alsace, dans leur région d'origine, pour devenir... ouvriers.

Peut-on dire que cette influence fonctionne ? Le MEN (Mouvement pour une éducation nationale, fondé au milieu des années 1980), le collectif Racine, puis « École et nation », qui rejoindra Zemmour, et même les Parents vigilants aujourd'hui, cela reste tout petit, quasi groupusculaire...

Numériquement oui, mais leur influence est importante. Parfois, en formation syndicale, nous travaillons sur des

documents issus de cette mouvance en masquant leur origine. Eh bien, de nombreux collègues reconnaissent des propos de certains personnels dans ce qui y est avancé... Il existe tout un courant antipédagogue qui a préparé le terrain et a fait le nid de l'extrême droite. Bien sûr, le chiffon rouge du fascisme fonctionne encore, mais les idées « réac-publicaines » sont là, elles ont infusé jusque dans les rangs d'une certaine gauche.

Aujourd'hui, Gabriel Attal peut se permettre d'attaquer le collège unique, de défendre l'uniforme, d'imposer des manuels « labellisés » par l'État en primaire, il n'y a pas de résistance car l'air du temps a changé, ces idées ne sont plus choquantes. Ce qui reste encore clivant, c'est le logo du RN ou de Zemmour et certaines dérives, qu'ils payent d'ailleurs.

Le modèle de l'école coloniale fonctionne également comme une matrice du projet éducatif de l'extrême droite.

Le lien est historique pour le parti, *via* Jean-Marie Le Pen mais aussi sa fille, qui ont toujours eu cette volonté de réhabiliter le rôle positif de la colonisation. L'exemple le plus simple, celui qui vient en premier, c'est l'école. Là encore, tout cela est très lié à Jules Ferry, qui était lui-même l'un des instigateurs du colonialisme. Mais cela ne tient pas la route, notamment pour l'Algérie, puisque la colonisation a provoqué au contraire une désorganisation complète du réseau d'écoles et une chute du taux d'alphabétisation après l'arrivée des Français.

Ce qui les séduit dans cette histoire est avant tout qu'il s'agit d'un modèle de ségrégation : pas les mêmes écoles pour tous, pas la même durée d'études pour tous mais la création d'une petite élite qui allait servir de courroie de transmission entre les colons et les colonies. On peut aussi prendre l'exemple plus récent de la Kanaky [nom donné par les indépendantistes kanaks à la Nouvelle-Calédonie – ndlr]. Le premier bachelier kanak, c'est dans les années 1980 ! Aujourd'hui encore, il s'agit d'un des endroits de France où les inégalités sont les plus criantes.

Que constatez-vous là où l'extrême droite ou des pouvoirs réactionnaires sont aux manettes ? Quels sont les points communs entre ces différentes pratiques du pouvoir ?

Dans bien des cas, le sujet de l'éducation a été l'un des leviers de l'accession au pouvoir. Le cas le plus flagrant est le Brésil, où Jair Bolsonaro, l'ancien président brésilien, a été porté par « l'École sans parti », un groupe politique très virulent contre les enseignants, contre les programmes scolaires, qui faisait l'éloge de l'histoire nationale, y compris en réhabilitant la dictature militaire. C'est vraiment le modèle des Parents vigilants en France. Il s'agit patiemment de faire bouger des lignes, d'emporter l'adhésion des parents et des grands-parents.

Même chose aux États-Unis pendant la campagne de Donald Trump. On peut aussi regarder ce qui se passe en Hongrie, à l'occasion des dernières législatives : ces élections ont été jumelées à un référendum appelant à se prononcer « pour ou contre l'enseignement du genre » à l'école, ce qui a logiquement orienté le vote lors de ces législatives.

Une fois ces mouvements au pouvoir, leur souhait est d'instaurer de l'ordre, au sein de la jeunesse et des personnels. C'est la « loi du bâillon » de Bolsonaro, pour un enseignement « neutre », dans lequel on ne peut pas dénoncer le racisme, le sexisme, dans lequel certains arguments scientifiques sont remis en cause. Aux États-Unis, des livres sont carrément interdits dans certains États à l'école. En Hongrie, le droit de grève est remis en cause, un manuel unique a été édicté et des dizaines d'enseignants radiés... En Italie, l'une des premières décisions de Giorgia Meloni a été de rebaptiser le ministère de l'éducation en ministère de « *l'éducation et*

du mérite ».

Vous finissez votre livre par une mise en garde : « À se cantonner à la seule – mais ô combien nécessaire – question des moyens, le mouvement social a progressivement abandonné la critique de l'école aux forces conservatrices. » Vous considérez donc que votre camp, celui de la gauche et du mouvement social, n'est pas à la hauteur ?

C'est un constat de militant. Alors que la question de l'éducation est une obsession de l'extrême droite, à gauche elle est réglée en deux coups de cuillère à pot : il faut plus de moyens, plus de profs, point. C'est totalement nécessaire, mais pas suffisant. C'est surtout un abandon du très riche héritage du mouvement ouvrier révolutionnaire en la matière et de son apport à la critique de l'institution scolaire et à la réflexion pédagogique.

On ne peut pas aujourd'hui, auprès des milieux populaires, défendre l'école telle qu'elle fonctionne, car elle est source de souffrance, elle fige les parcours, donc on se retrouve à défendre un système dont on sent bien qu'il vacille, qu'il n'est pas à la hauteur des enjeux et qu'il mériterait d'être repensé. On doit entendre celles et ceux qui pensent que l'école ne leur apporte pas ce qu'ils souhaitent ou rêvent pour leurs enfants. Il y a urgence à porter une critique sociale de l'école pour enrayer l'extrême-droitisation des débats.

Mathilde Goanec